

L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE

PUBLICATION MENSUELLE

Édouard MONTPETIT

Un programme d'action sociale

Prix: 10 sous

MONTREAL

L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE

Direction:

SECRÉTARIAT DE L'É. S. P.
1075, RUE RACHEL, 1075

Administration:

L'ACTION PAROISSIALE
1300, RUE BORDEAUX, 1300

TOUS DROITS RÉSERVÉS

DÉCLARATION

En assumant la direction de l'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE, les Pères de la Compagnie de Jésus tiennent à déclarer qu'ils laissent à leurs collaborateurs toute latitude sur les questions libres et que, par suite, ces collaborateurs sont seuls responsables des opinions qu'ils expriment.

L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE

PUBLICATION MENSUELLE

Édouard MONTPETIT

Un programme d'action sociale

Prix: 10 sous

MONTREAL

L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE

Direction:

SECRETARIAT DE L'É. S. P.

1075, RUE RACHEL, 1075

Administration:

L'ACTION PAROISSIALE

1300, RUE BORDEAUX, 1300

TOUS DROITS RÉSERVÉS

HN

31

E34

V.94

1921

Un programme d'action sociale

INTRODUCTION

L'idée mène le monde, soit qu'elle germe spontanément de l'intellect humain soit qu'elle jaillisse de la succession des faits. L'industrialisme et ses conséquences heureuses ou néfastes, l'avance des masses vers la direction des affaires publiques: voilà les deux grands faits qui ont, en partie, engendré l'économie moderne. Ces faits, nés de l'intelligence, — si l'industrialisme provient d'un siècle de merveilleuses inventions et si la démocratie n'est que la mise en œuvre de l'idée lointaine que le nombre doit recevoir sa part d'autorité — retournent à l'intelligence. Ils fournissent l'argument réaliste aux systèmes philosophiques déjà conçus. Fécondés par l'esprit, ils déterminent finalement la volonté par la force du sentiment, suprême sur les foules. Le sentiment provoque la conscience collective, cet « unanimité » dont ont parlé les littérateurs, et, dans l'ordre social, suscite le mythe de la Cité prochaine où l'homme, déjà puissant par toute une étape de triomphe sur la nature, se reposera enfin dans le bonheur parfait de l'égale jouissance.

Les inventions du XVIIIe siècle ont dissocié les agents de la production. Le lien de l'ancienne corporation rompu, l'ouvrier quitta la maison du maître pour la confusion de l'usine où régna désormais un capital anonyme. L'État, resté soupçonneux à la suite de ses premières conquêtes, refusait de laisser se constituer entre l'individu et lui une entité corporative qui pût

devenir une puissance. Des idées, exprimées en France par les Physiocrates et en Angleterre par les fondateurs de l'École classique, dont l'éclosion avait été facilitée par les travaux des philosophes, tendaient à justifier l'intérêt personnel. L'individualisme économique trouvait les assises libres. L'ambition d'une fortune rapide fit le reste.

La réaction fut prompte. Aux résultats sociaux, très vite décevants, des économistes, des sociologues et, plus tard, des législateurs opposèrent le renouveau de leurs doctrines et l'efficacité de leur action. La thèse associationniste, poussée au-delà de ses confins par les socialistes de la première heure, fut formulée différemment. La parole généreuse et les œuvres de grands catholiques préparèrent notre époque à recevoir l'enseignement de Léon XIII, passé d'une longue méditation dans la forme définitive de l'Encyclique *Rerum novarum*: large coup d'aile sur l'immense vague de fond. Ces pages, par la pensée d'éternelle justice qui les anime, demeurent d'actualité.

Depuis ce contrat, dont le Pape offrait aux peuples la formule, les événements ont achevé de caractériser le monde économique. La concentration, réalisée d'abord par l'effort de la finance, a donné au capital une assurance décisive et suscité l'idée, encore hésitante, de la défense patronale. L'afflux vers les villes, les agglomérations humaines autour des centres de production ont confirmé l'ouvrier dans la certitude présente de sa force. Le prolétariat a gagné vers la foule, soumise seulement à l'espoir de sa propre régénération. Au socialisme scientifique, mis au rencart, les syndicalistes révolutionnaires ont substitué, sinon même opposé, l'action directe et consciente. Le mouvement a touché le château-fort anglais et menacé la démocratie américaine si sûre de

ses libertés. La question sociale n'a rien cédé de son acuité. Quoi d'étonnant si on l'a ramenée avec raison à l'« inégalité des conditions humaines » ? Elle est au cœur de l'homme.

La guerre de 1914 servit d'armistice à la guerre sociale. La querelle s'est apaisée devant les exigences de la nation. L'enjeu le plus fort l'emporta. L'étatisme, encore à l'état de principe dans bien des domaines, revêtit soudain la rigueur d'une nécessité et prit l'allure d'un commandement. La requisition fut la loi de tous, salut du peuple. Quelques grèves, fortement blâmées par l'anxiété commune, rappelaient de temps à autre l'ancienne et vivace divergence. Le travailleur, déjà redevable au syndicat d'une situation meilleure, acceptait l'impôt du sang mais réclamait un salaire qui fût l'égal du prix de guerre et qui compensât le gain du profiteur. Les doctrines se taisaient. Les antimilitaristes eux-mêmes avaient décidé de faire la guerre à la guerre. Tous les esprits, profondément remués par le spectacle que livrait l'humanité, ne trouvaient plus d'autre expression que le silence et reportaient à l'heure problématique de la paix la reprise de la « lutte finale ».

L'armistice libéra les volontés, tournées vers la seule destruction pendant la pesante suite des jours de lutte et de deuil : minute d'intense soulagement où la joie des épargnés s'épancha en des manifestations presque enfantines. La certitude de vivre équivaut parfois à une résurrection.

La lettre du traité de Versailles consacra timidement quelques aspirations vers le mieux-être social. Au sein de la Société des nations les lents plénipotentiaires fondaient une internationale ouvrière, érigée en parlement mais ramenée, par raison d'État, au vague des discussions

théoriques. Insuffisante satisfaction jetée à l'attente des peuples.

La multitude espérait davantage. Pour elle, la guerre devenait un argument de justice; car la tourmente portait une espérance au sein de tous ses maux, et les hommes ne s'étaient pas battus uniquement pour triompher d'un ennemi traditionnel. La paix intéressait le monde plus encore que les nations. Il désirait renaître. Tout était à reconstruire, fut-ce sur des ruines. Sorti de la nuit, l'homme regardait obstinément l'aurore. Ce titre de roman n'a-t-il pas été jeté dans les premiers frémissements de la victoire: *La vie commence demain?* La longue patience des combattants réclamait une régénération.

Ces désirs prirent voix aussitôt. L'expression en fut nettement révolutionnaire chez les uns, apparemment plus modérée — quoique nourrie d'une même doctrine — chez les autres. On connaissait déjà les formules de l'action directe et de la socialisation, accommodées au gré des circonstances; mais la réalisation bolcheviste étonna, que l'on n'avait pas crue aussi rapidement possible. Elle parut une expérience décisive, sûrement vouée à l'insuccès, mais dangereuse et rapide comme une gangrène.

Il y eut des réactions, dont on peut faire deux groupes. Le conservatisme financier, préoccupé de l'intérêt immédiat, prêcha la reconstruction des forces économiques, la reprise de la production nécessitée par l'énorme déficit de guerre. Il accordait, en passant, une attention parfois assez sérieuse aux préoccupations sociales.¹ D'autre part, la sociologie économique, élaborée par des hommes

1. Cf. *The Canadian National Reconstruction Groups* (octobre 1918); — *The Canadian Reconstruction Association, Reconstruction in Great Britain* (7 novembre 1918), *Reconstruction in the United States* (9 décembre 1918).

d'œuvres ou de pensée, liés au travail de l'usine ou chargés de par leurs fonctions de la conduite des autres, mit au point des projets divers, plus ou moins sûrs, tous caractérisés par le souci de la paix basée sur la reconnaissance de revendications jugées légitimes. Tels, les évêques américains.

INTERVENTION DE L'ÉPISCOPAT AMÉRICAIN

Les hostilités à peine terminées, quatre évêques, composant le Comité d'administration du *Conseil national catholique de guerre* des États-Unis, rédigeaient une déclaration, véritable programme-manifeste, sous le titre: *Social reconstruction*. L'avant-propos porte les quatre signatures dans l'ordre que voici: Pierre-J. Muldoon, évêque de Rockford, président; Joseph Schrembs, évêque de Toledo; Patrice-J. Hayes, évêque de Tagaste, appelé depuis à l'archevêché de New-York; William-T. Russell, évêque de Charleston. Le texte de cet important document, « expression de la hiérarchie catholique américaine », fut largement répandu. Il en existe deux éditions officielles l'une a été publiée en janvier 1919 par le Conseil national catholique, à Washington, et fait partie d'une série de tracts sur la reconstruction (*Reconstruction pamphlets*);¹ l'autre, plus chétive, d'un point minuscule, a paru dans la collection des documents parlementaires. Une traduction, que nous utiliserons, a été faite par les soins de la *Ligue de ralliement français en Amérique*.² Malheureusement, elle est incomplète. Des passages ont été omis, qui ont paru soulever des questions contestées ou n'être pas d'un intérêt pratique immédiat. Ainsi le

1. *Social Reconstruction*, published by the National Catholic War Council, Washington and 30 East 42d street, New York.

2. *La Reconstruction sociale*, à la Ligue de ralliement français en Amérique, Woonsocket.

traducteur laisse de côté les paragraphes consacrés à l'assurance sociale, à la participation ouvrière dans la direction des entreprises industrielles, aux réformes de base que doit subir le régime social actuel, à la coopération de production et à l'actionnariat, à l'augmentation des revenus du travailleur, à l'abolition et au contrôle des monopoles. N'est-ce pas dénaturer les directives que les auteurs entendaient tracer? Les affirmations jugées inopportunes pouvaient quand même être livrées à la discussion, aussi bien en français qu'en anglais. Lisons donc la traduction; mais gardons le texte intégral pour les combats à venir.

Nous distinguerons dans le programme des évêques américains trois parties et nous étudierons successivement, sous leur conduite: les principes fondamentaux de leur doctrine, les points de comparaison qu'ils établissent entre leur pensée et les énoncés antérieurs émanés de certains groupements, les solutions positives qu'ils apportent aux problèmes actuels.

PRINCIPES FONDAMENTAUX

On trouve en conclusion les idées générales qui fondent le programme de l'épiscopat américain. Elles escortent, comme de droit, une citation de Léon XIII: « La société ne sera guérie que par un retour à la vie chrétienne et aux institutions du christianisme. » Par ce rappel de la pensée du grand Pape, l'unité de la doctrine est renouée. Comment ne pas rapprocher également l'ardeur de Ferdinand Brunetière à proclamer cette vérité essentielle: en vain changerez-vous les esprits, si vous n'avez pas touché les cœurs vous n'avez rien fait. Ce qui revient à poser, avec le même auteur, la fameuse équation fondamentale: la question sociale est une question morale. Ou encore, pour être plus ex-

plicité, les phénomènes économiques — qui sont, ne l'oublions pas, des phénomènes sociaux, — sont conditionnés, en partie, par des nécessités d'ordre moral. L'économie politique est une science d'humanité, donc une science morale. Affirmation faite par des savants — même positivistes — au début du siècle dernier, et que l'enivrement de produire et d'accumuler a affaibli jusqu'à l'anéantir.

Aussitôt les évêques appliquent au travail puis au capital cette doctrine de vie.

Au travail d'abord, et en ces termes: « L'ouvrier doit reconnaître qu'il doit à son patron et à la société *une honnête journée de labeur en retour d'un salaire raisonnable*, et admettre aussi que les conditions sociales ne pourront progresser essentiellement avant qu'il ait déraciné de son cœur le désir de recevoir un maximum de gages pour un minimum de travail. » Veut-on analyser cette vérité du seul point de vue économique? lui donner son armature réaliste? L'ouvrier apporte son travail à l'œuvre de production, et la justice lui ordonne de ne pas se dérober, sans raison, à la tâche qui fait l'objet du contrat consenti. Il assure ainsi l'honnête productivité de son effort, principe moral absolument confirmé par l'observation des économistes et les expériences des organisateurs d'usines.

Au capital ensuite, car le travail n'a pas — loin de là — à porter tout le poids des devoirs dans notre société industrialisée. Le capital n'a pas que des droits. Ordinairement le plus fort, il reçoit du fait même de sa puissance de lourdes responsabilités. Écoutons la parole épiscopale: « Le capitaliste doit également envisager les choses sous un nouvel angle. Il a besoin d'apprendre cette vérité, longtemps mise en oubli, que la richesse n'est donnée qu'en dépôt, et qu'il faudra rendre compte

de la manière dont elle aura été administrée; *que faire du profit n'est pas la seule base* sur laquelle repose et par laquelle se justifient les entreprises d'affaires, mais qu'il y a de ces entités qui s'appellent: profits raisonnables, intérêt raisonnable et prix raisonnables. » Quel consommateur, en cette période où la spéculation a libre excès, n'a pas intérieurement formulé une semblable protestation? Même dans les phénomènes courants qui paraissent être du domaine de l'économie politique pure, dans l'achat-vente, par exemple, ou dans les opérations monétaires, voilà que le principe moral est restauré, par un rajeunissement de la doctrine scolastique.

Dans l'ordre général, si abondant, pourquoi les évêques s'en sont-ils tenus à d'aussi brèves indications? Cette précision voulue nous plaît, et nous pensons qu'il y a avantage, dans la solennité des documents de cette sorte, à dégager en pur relief une ou deux propositions qui gagnent à être dessinées avec austérité. D'ailleurs, l'événement a donné raison aux conseils de la hiérarchie. Les auteurs ont prévu la « vague de paresse » et prêché la production, vraie solution de nos embarras économiques. Il faut accumuler de nouveau les matières premières, reconstituer une partie de la main-d'œuvre, rétablir le machinisme et y ajouter par de nouveaux progrès, presser la recherche scientifique et améliorer les méthodes d'exploitation, refaire et gorger les stocks, ramener la balance entre les demandes et les offres. A peine a-t-on prononcé ces commandements que l'on réfléchit sur le rôle qui est réservé au travail. Rien sans lui; et rien d'effectif sans un travail volontairement et consciencieusement productif. Rien non plus sans le capital, instrument assoupli par des siècles de conservation. La réussite de l'œuvre productrice exige une certaine liberté du capital, qui active les initiatives

mais la liberté, là comme ailleurs, n'est pas de tout faire: elle trouve ses bornes dans la morale respectée. La question du profit notamment — que savent dégager les évêques — est périlleuse. Là porte une partie de la question sociale. La richesse doit tenir compte et rendre compte. Il y a des profits, des salaires, des intérêts, des prix raisonnables. De cette acceptation résulteront le succès, la bonne entente, l'ordre, le sentiment de satisfaction qui naît de la reconnaissance des droits de chacun. Nécessité que seule une loi supérieure peut proclamer.

C'est ce que préconise l'épiscopat américain par la troisième leçon que voici: « Avant tout et par-dessus tout, (le capitaliste) doit cultiver et fortifier dans son esprit cette vérité, que beaucoup d'hommes de sa classe ont saisie pour la première fois pendant la guerre: savoir, que *l'ouvrier est un être humain*, et pas seulement un simple instrument de production; que *le droit du travailleur à une honnête forme d'existence est le premier devoir que la loi morale propose à l'industrie*. Le patron a droit à se faire un train de vie raisonnable, grâce à ses affaires; mais il n'a pas le droit de retirer des intérêts de l'argent qu'il a placé avant que ses employés aient reçu un salaire au moins suffisant pour vivre. C'est là un principe d'humanité et de christianisme lequel tranche avec la morale, purement commerciale et païenne, qui gouverne l'industrie. » Énoncé fondamental où est ramassée toute la question des lois économiques et des lois primordiales de la moralité, et qui marque le but vers lequel tendra l'entreprise économique sérieuse et durable.

Les évêques sont-ils seuls à penser ainsi? Non, certes. Plus d'un économiste adopte la même attitude. C'est peut-être ce que l'on ne connaît pas assez. On

s'en rapporte trop facilement, dans le public, aux enseignements de l'école libérale dite orthodoxe pour juger de l'ensemble des doctrines économiques. L'erreur capitale de l'école classique a été, surtout en matière de répartition des richesses, de vouloir ignorer la morale et de chercher à constituer sur des bases détachées une science qui ne devait être que la libre application d'une harmonie préétablie. Sitôt qu'on a constaté cette impardonnable faiblesse, on ne manque pas de répudier tout ce qui a pu germer d'une pareille source. C'est exagérer. Les économistes orthodoxes nous ont laissé des arguments précieux et définitifs sur plus d'un point, et qui nous servent chaque jour à défendre des opinions parfaitement saines et singulièrement favorables à l'ordre social: ils ont encouragé l'esprit d'initiative, combattu l'étatisme, préservé la monnaie, défendu la propriété, sauvegardé l'industrie, suscité le commerce

Mais nous n'avons pas, pour le moment, à défendre les économistes classiques; nous voulons seulement rappeler qu'ils ne sont pas tous les mécréants que l'on croit volontiers et, en définitive, qu'ils ne sont pas tous les économistes. Laissons de côté les polygraphes: Gonzague Truc, par exemple, auteur incroyant d'un livre sur le *Retour à la scholastique* et philosophe résolu des *Nouveaux barbares*, ou Henri Clouard qui écrit cette chose féconde, *Pour une constitution de l'intelligence*; et bornons-nous aux économistes. Ils sont nombreux ceux dont on pourrait citer les œuvres à l'appui de la thèse de l'épiscopat américain. Nous avons songé d'abord à les grouper depuis Charles Gide jusqu'aux derniers venus dans les chaires universitaires, Henri Truchy et Camille Perreau, en passant par l'allemand Guillaume Roscher, l'américain Roger-W. Babson et le prince « des économistes », l'anglais Alfred Marshall.

Ils sont trop. Nous préférons retenir l'attention du lecteur sur une page écrite pendant la guerre et qui nous paraît admirablement résumer les conclusions les plus actuelles de la science économique :

« Nous croyons que le goudron est un roi plus puissant que le Kaiser, écrivait en 1916, M. Jean Labadié. ¹ Cependant si, par le grossier militarisme qui la soutient, la puissance du Kaiser est parfaitement commensurable à celle de l'industrie et par conséquent du goudron, l'une et l'autre doivent plier devant la puissance divine de la loi morale. Nous comptons bien que la puissance du Kaiser pliera la première. Mais, ensuite, l'âpre lutte pour la vie dans un libre-échange à outrance — idéal individualiste spencérien, avalisé en fait par la science économique officielle — devra *s'humaniser*, c'est-à-dire se moraliser.

« En d'autres termes, la science des rapports économiques est incomplète. Elle devra explicitement tenir compte des facteurs moraux, *si elle veut devenir science exacte* et si elle prétend, comme il faut le souhaiter, nous préserver de tout ce que le socialisme contient d'utopie pour nous faire bénéficier de ce qu'il a de généreux et de légitime...

« Cette économie politique morale que nous souhaitons, les événements ne vont-ils pas, d'ailleurs, l'imposer en raison de l'immense destruction des richesses du fait de la guerre ? Et la guerre n'est-elle pas la faillite évidente du « laisser faire, laisser passer », tant l'extérieur que l'intérieur ?

« Il est téméraire de vouloir approfondir ces vues, mais pourquoi le siècle qui s'ouvre ne serait-il pas celui des sciences morales exactes, de même que celui qui finit a été celui de la mécanique physique exacte ? »

1. De l'Organisation, dans l'Opinion du 18 mars.

Voilà tranchée la vieille querelle sur l'applicabilité de la doctrine économique. L'économiste doit-il mêler l'art à la science, ¹ et proclamer, en plus de ce qui est, ce qui devrait être? En d'autres termes, l'économie politique est-elle une science sociale complète, ou simplement une enfilade d'énoncés transcendants? L'économiste pense et écrit pour l'homme. Il est inadmissible qu'il l'oublie.

PROGRAMMES ANTÉRIEURS

Nous pouvons réduire cette partie à de moindres proportions. Elle offre surtout un intérêt de comparaison et le plaisir de rechercher, dans les sept programmes analysés, les points qui ont retenu la sympathie des évêques et qui ont, jusqu'à un certain degré, entraîné leur adhésion.

Les évêques rejettent tout du « programme de reconstruction sociale » du parti travailliste anglais, attribué à Sidney Webb, et qui leur paraît être le plus radical.² Il réclame: 1° un minimum de loisir, d'hygiène, d'éducation et de subsistance; 2° la nationalisation des industries, au moins des industries monopolisées; 3° le paiement par le capital de toutes les dépenses de guerre; 4° le retour de l'excédent de richesse à la collectivité afin de promouvoir les arts, l'éducation, le bien-être des masses. Un seul mot d'appréciation ramène ce programme à son caractère socialiste.

Nous connaissons mieux les vues américaines. Les programmes de la *California State Federation of Labor*,

1. Cf.: Charles BODIN: *Esquisse d'une conception et d'une ordonnance scientifique de l'Économie*, dans la *Revue d'Économie politique* de janvier et mars 1920; et l'article de A. SOUCHON sur le *Traité d'Économie politique* de M. Truchy, dans la *Revue politique et parlementaire* du 10 novembre 1920.

2. *Labour and the new social order, a report on reconstruction*, édition du *Labour Party*, Londres, 1er janvier 1918.

de la *State Federation of Labor of Ohio*, et, enfin, de la *Chicago Federation of Labor* préconisent des réformes fortement teintées d'étatisme: la prévention du chômage, la nationalisation — on ne dit pas encore, comme ailleurs, la syndicalisation — des capitaux et des services publics et même des « ressources naturelles foncières », l'imposition de lourdes taxes sur la richesse accumulée, la « confiscation de tout héritage à partir de cent mille ». Des trois associations, la Fédération du travail de Chicago, qui a suscité le Parti travailliste indépendant, semble être la plus avancée.

Ce sont là des exigences extrêmes. Tout à côté il s'en trouve qui sont plus près de la modération: le salaire minimum, la journée de huit heures, l'assurance sociale sous toutes ses formes, la formation professionnelle ou la rééducation des démobilisés, la réduction du coût de la vie par l'action facilitée des sociétés coopératives. Sur ces questions, il peut y avoir accord au moins en principe. C'est ainsi, d'ailleurs, que l'on a pu comparer¹ le programme des évêques américains et celui de la Fédération américaine du travail, publié le 4 janvier 1919 dans la collection des documents parlementaires et reproduit par M. Daniel Bloomfield dans ses *Modern industrial movements*² à la suite du document épiscopal. Le rapprochement est sensible sur certains points; sur d'autres — et c'est, on l'entend bien, l'État qui sépare davantage — l'entente demeure et veut être impossible. *The Nation* ne se gêne pas, au surplus, pour accorder la palme au programme catholique: *That a quartet of catholic clergymen should give the country stronger labor*

1. *The appeal of the Bishops' labor program*, par John Fitzpatrick, président de la Fédération du travail de Chicago, dans *America* du 22 mars 1919.

2. Pages 335 et 352: *Report of the Committee on reconstruction of the American Federation of Labor, as endorsed by the Executive Council.*

*doctrine, more intelligibly presented and more persuasive, than the reconstruction committee of the American Federation of Labor, is the clue of the times.*¹

La déclaration patronale, faite par la *Convention of the National Chamber of Commerce*, le 6 décembre 1918, étonne plutôt les évêques par ses réticences. Elle invoque bien le témoignage de Rockefeller; mais elle recule devant l'application des principes qu'il énonce, notamment: la nécessité d'un effort social aussi prononcé que l'effort industriel, un salaire et des heures raisonnables, des conditions décentes d'hygiène, de logement, un loisir intelligent, la culture par l'éducation. Elle s'arrête à discuter affaires, à exiger la diminution de l'impôt, à défendre la liberté des monopoles. Exemple de plus en plus rare de l'impardonnable insouciance des uns devant la réalité sociale.

Plus éveillés, plus préoccupés d'humanité sont les vingt patrons Quakers d'Angleterre. Ils ont indubitablement exercé une influence sur les évêques américains, qui apprécient leur initiative en ces termes: ce document renferme « la définition la plus précise et la plus large que nous devions à la classe des industriels touchant la reconstruction ». Ils reconnaissent généreusement le droit d'association, le contrat collectif, le salaire familial, la participation de l'ouvrier à la conduite « industrielle » de l'usine. Ils réclament mieux encore que de simples mesures d'hygiène et de salubrité, accordées par toutes les législations soucieuses: la sauvegarde de la race, de la morale. Ils concèdent la diminution du dividende et la remise à la collectivité d'une part des bénéfices qui resteront une fois le salaire assuré. Ils concluent: « Nous demandons à tous les patrons de considérer

1. *The Nation*, 29 mars 1919, p. 468, 2e col.

attentivement si leur train de vie et leurs dépenses sont strictement en harmonie avec les nécessités de leur situation sociale. Rupture d'équilibre sur ce point constitue une perte sèche, et occasionne, au surplus, de regrettables divisions intestines. » C'est parler sagesse. Pourquoi considère-t-on que la question sociale n'a qu'un aspect ? Elle résulte de la rémunération du travail et de la marge du profit.

A tous ces énoncés s'ajoute, en couronnement, une synthèse religieuse: l'opinion de l'*Interdenominational Conference of Social Service Unions*, qui réunit dix groupes d'adeptes et où les catholiques figurent. Ce programme s'élargit jusqu'à cette vérité de base: que le christianisme apporte à la solution des problèmes sociaux des directives essentielles, en ceci particulièrement qu'il reconnaît en l'homme l'intangible suprématie morale. Le travailleur doit recevoir un salaire de vie suffisamment libre et relevé, goûter un juste repos, habiter un logis sain, être gardé du chômage, prendre même une part à l'orientation de l'industrie, être instruit au triple point de vue de la religion, de la morale et de l'esprit, être protégé contre les influences de milieu qui restreignent l'expansion des forces vives de la race, respecter les autres à son égal, accepter la loi fondamentale du travail, conserver dans toute sa pureté, dans toute sa valeur, le lien familial. Ce programme a, en outre, un mérite que prisent singulièrement les évêques, celui d'être pratique, de n'être pas, comme tant d'autres, « d'un caractère abstrait, plat et anodin ». Aux formules théoriques il joint les moyens de réalisation. Il prêche et fonde.

Ces déclarations répondent, directement ou non, au point d'interrogation que pose, en Europe surtout, la troublante situation d'après-guerre. Peut-on prévoir, pour l'Amérique, de pareils bouleversements ? Que non

pas. Notre terre est lointaine, et son sein ne fut pas déchiré. D'ailleurs, l'Américain ne possède-t-il pas mieux et plus que d'autres: un pays abondant, une main-d'œuvre éclairée, et la supériorité? Pour lui, la paix ne sera pas aussi dure à conquérir. Jamais il n'eût prononcé un ultimatum aussi catégorique, aussi tranché, que celui qui émana des travaillistes anglais. N'est-ce pas une preuve? Optimisme qui ne nous étonne pas venant de nos voisins. Exprimé à l'heure que nous savons, il s'affermissait contre des réactions que certains symptômes faisaient prévoir, fût-ce même chez la nation du XIXe siècle.

SOLUTIONS POSITIVES

Être pratique, c'est l'intention des évêques. Ils le disent et redisent, parlant d'eux-mêmes ou, nous venons de le constater, des autres. Fut-ce en rognant sur les généralités, car ils n'espèrent pas tout embrasser, ils ne veulent pas perdre de temps: ils proposent des remèdes qui sont d'application immédiate. Ils font un bref et « impérieux appel à l'action ». Ils restreignent à des limites nettement tracées le sens du mot reconstruction, titre de leur œuvre. Tant d'auteurs en ont abusé sans qu'on sache ce qu'ils ont voulu dire. Ils toucheront les points faibles de notre régime, ils dégageront les réformes à entreprendre d'abord, ils pareront au plus pressant. Leur programme est donc *surtout économique et social*. Ils l'opposent aux déclarations qui visent un but identique atteint par des moyens différents: à celles qui furent rédigées à l'inspiration des Fédérations de travail. Ils ont délimité le terrain où ils nous invitent à les suivre. Ils se font économistes. Et c'est bien ainsi

que les journaux et les revues américains ont jugé ce programme, y compris la catholique *America* ¹

Ils rattachent leur programme à la guerre, au grand acte qui vient de s'achever et qui a laissé des traces si marquées. Ils entendent conserver les organes administratifs créés pendant les hostilités, comme le *National War Labor Board* qui a prévenu des grèves, obtenu de justes salaires, admis le bien-fondé de l'association, encouragé les pourparlers entre patrons et ouvriers, préservé la liberté du travail en écartant les pressions des syndiqués. Ils maintiennent les mesures législatives, comme les pensions aux soldats, qui ont déjà été éprouvées par les circonstances et le temps.² Ils y rattachent la colonisation des terres neuves ou libres par les retours du front et les matelots munis d'un capital d'exploitation, qu'ils préconisent à la condition qu'elle soit assumée et dirigée par des groupements plutôt que par des isolés. Elle utiliserait des hommes, grossirait la classe des propriétaires, donnerait une impulsion à la production agricole qui constitue un des plus sûrs moyens d'amoinrir le coût de la vie. L'État devrait donc pousser cette initiative, « une des plus bienfaitantes » qui soient.

Comme dans tous ces documents, les paragraphes du programme se suivent sans trop d'ordre et chevauchent un peu, distingués seulement par des titres d'un point plus accentué. Pour ramener à un alignement méthodique la suite des desiderata, appliquons à la déclaration des évêques les divisions d'un cours sur les questions ouvrières, et considérons: *a*) ce qui précède le contrat de travail; *b*) ce qui l'accompagne; *c*) ce qui le suit.

1. 22 et 29 mars 1920. Voir également le *National Catholic War Council Bulletin*, de janvier 1920.

2. Cf.: La déclaration de la Fédération américaine du travail, BLOOMFIELD, *op. cit.* pp. 365-366.

1. *Le placement et l'apprentissage.*¹ — La guerre, ici encore, a créé. Le Bureau officiel de placement devrait être prolongé. Pendant la paix, son action bienfaisante se fera sentir contre la menace, toujours ouverte, du chômage. L'accord est fait sur ce point un peu partout. On admet l'avantage des Bourses du travail (*Labour Exchanges*) constituées sur le modèle anglais, chargées de coordonner — surtout dans nos pays immenses et et divers — les offres et les demandes. Au Canada, c'est chose facile.

Pour l'apprentissage, si désirable, si difficile pourtant à instituer et pour des raisons nombreuses qui tiennent à la vie même et à ses exigences hâtives, les évêques conseillent avec d'autres l'enseignement professionnel, bien adapté, facilité, répandu, multiplié. Mais l'enseignement industriel ne nuira pas à l'éducation, c'est une condition posée par les auteurs, qui ajoutent — la phrase vaut d'être détachée, venant d'Américains: — « Une saine démocratie ne peut tolérer une formation purement technique ou commerciale pour aucune catégorie de ses citoyens. »² Littéraires invétérés que nous sommes, comment n'applaudirions-nous pas? L'instruction vraie est double: elle prépare à la pensée et à la tâche. Une seconde réticence est à relever qui jette une nuance assez vive: l'apprentissage ne doit amoindrir en rien l'école paroissiale ni l'école privée. « Au contraire, poursuivent les éminents signataires, nous réclamons que les avantages d'un pareil entraînement industriel s'étendent à toutes les écoles privées qualifiées tout aussi bien qu'aux écoles publiques. Nous ne voulons pas de divisions

1. Cf.: La déclaration de la Fédération américaine du travail, BLOOMFIELD, *op. cit.* pp. 354 et 363.

2. Cf. La déclaration de la Fédération américaine du travail, BLOOMFIELD, *op. cit.*, p. 362.

de classes en matière d'éducation non plus que du monopole de l'État sur l'enseignement. » Voilà qui est formel et qui mérite d'être retenu. Aussi bien, le passage est-il souligné dans la traduction de la *Ligue de ralliement français en Amérique*. Dans le texte anglais, non.

II. *La réglementation du travail*. — Les évêques admettent l'intervention de la loi en vue de réglementer et de protéger le travail d'usine. D'abord, pour sauvegarder la salubrité des ateliers et pour assurer l'application des mesures d'hygiène si nécessaires à l'accomplissement de la tâche ouvrière. Puis, pour interdire ou pour réduire le travail fait par les enfants ou par les femmes. Quelques États américains ont déjà commencé à écarter l'enfance du dangereux régime de la fabrique; les autres y viendront, éclairés par l'opinion. Les évêques vont plus loin que la Conférence internationale de Washington et, comme la Fédération américaine du travail, ils demandent que les enfants de moins de seize ans ne soient pas admis à la manufacture.¹ Au besoin, un impôt de 10 pour cent frapperait les produits fabriqués par des enfants. Les femmes, forcées de travailler pendant la guerre, ont donné un bel exemple d'endurance et de vigueur; mais il est des travaux que leur constitution et leur dignité ne leur permettent pas d'assumer plus longtemps.² La réintégration des soldats dans la vie civile, la répartition de la main-d'œuvre facilitée par l'action concertée des bureaux de placement, feront que nombre de femmes pourront renoncer aux fonctions pénibles que leur offrent certaines

1. Cf. La déclaration de la Fédération américaine du travail, BLOOMFIELD, *op. cit.* p. 356; — *Historical survey of international action affecting labor*, *Bulletin of Labor statistics*, Washington, 1920; — Georges SCHELLE: *L'organisation internationale de législation ouvrière*, *Revue des Sciences politiques*, août 1920.

2. Cf.: La déclaration de la Fédération américaine du travail, BLOOMFIELD, *op. cit.*, p. 356.

industries pour rester, tout simplement, gardiennes de leur foyer.

III. *Le salaire.*¹ — Le contrat de travail est signé, auquel les évêques ne s'arrêtent guère: à peine une ou deux allusions. Il fait naître des obligations. De la part du patron, il entraîne le paiement d'un salaire. Nous touchons à l'une des parties les plus neuves et les plus captivantes du programme.

Les évêques consacrent de leur autorité trois principes qui ont déjà été formulés par des économistes et des sociologues à la suite de longs débats: ils acceptent le salaire minimum, le salaire familial et, pour l'ouvrière, la satisfaction de l'axiome: à travail égal, salaire égal.² Qu'est-ce à dire? Ces mots sont plus vite écrits que définis. Il sied de préciser d'un texte chacune de ces revendications.

Il semble être dans la pensée des évêques que le salaire minimum soit un salaire familial. N'est-ce pas ce qui découle de cet endroit où, après avoir constaté le succès grandissant du minimum de salaire fixé par la législation, les auteurs affirment que « les différents États devraient passer *des lois* à l'effet d'établir une échelle de salaires qui soit *au moins* (minimum) *suffisant pour assurer l'honnête subsistance de la famille, dans les cas d'adultes mâles, et, dans les cas des femmes, suffisant pour que chacune puisse vivre convenablement* »? Les évêques se bornent à l'expression de ce désir. Ils ne recherchent pas si le salaire familial sera d'application difficile, si, notamment, la diversité des familles ne

1. Cf. La déclaration de la Fédération américaine du travail, BLOOMFIELD, *op. cit.*, pp. 354 et 355.

2. Cf. La déclaration de la Fédération américaine du travail, BLOOMFIELD, *op. cit.*, p. 356; et le programme officiel du Parti républicain (1920), dans la *Documentation catholique* du 13 novembre 1920, p. 392.

constituera pas une entrave à la détermination d'un salaire type, ou s'il y aurait lieu d'établir un sursalaire. Ils n'ont, pour l'instant, qu'une préoccupation: épouser la doctrine de ceux qui croient que, en principe, le travailleur et les siens doivent pouvoir vivre.

Vivre: ce même mot est appliqué aux femmes, avec une restriction qui atténue peut-être la singulière portée de la phrase qui suit: « Dans le commencement, le minimum de gages pour les femmes ouvrières devrait être en harmonie avec les besoins actuels de la famille et ces gages devraient être haussés graduellement de façon qu'ils puissent répondre à ses besoins futurs, c'est-à-dire qu'ils devraient en fin de compte être assez considérables pour permettre à l'ouvrière d'économiser autant qu'il est nécessaire pour la protéger, elle et sa famille, contre la maladie, les accidents, les infirmités, la vieillesse. »

IV. *Le salaire et le coût de la vie.*¹ — Le salaire nominal, c'est-à-dire la somme même que touche l'ouvrier, reçoit sa juste mesure du coût de la vie. C'est le salaire réel qui compte, à savoir le nombre d'objets achetables que représente en définitive le montant versé au travailleur. Le prix des choses étend ou limite le pouvoir d'achat. Le salaire peut doubler; mais si le coût de l'existence triple du même coup, il n'y a rien de fait.

Or, nous savons que depuis la guerre les prix ont augmenté de 75 pour cent (1918). L'État a bien cherché à établir ici et là un maximum, à arrêter la hausse par une intervention législative; mais il a dû renoncer à cette politique que les évêques réprouvent. Une action

1. Cf. La déclaration de la Fédération américaine du travail, BLOOMFIELD, *op. cit.*, p. 355.

contre les « pratiques tortueuses » des monopoles,¹ au besoin la concurrence de l'État contre les trusts — question du moins à être étudiée —, la réglementation de la vente des produits nécessaire, l'établissement d'un impôt sur les bénéfices exagérés: toutes ces mesures feraient mieux que l'intervention directe du Gouvernement pour la fixation des prix. Il suffit de reconnaître que celui qui se sert de ses talents pour vaincre ses concurrents n'a pas le droit d'extorquer des consommateurs un injuste profit: tout au plus consentira-t-on à permettre que celui qui fait preuve d'une activité, d'une « efficacité » hors pair, reçoive une rémunération plus forte.

Revenons à l'ouvrier. Notre régime économique, celui d'avant-guerre tout au moins, pêche par plusieurs côtés. Il réserve, en particulier, des revenus insuffisants à « la grande majorité des salariés ». Le travail n'est pas suffisamment rémunéré. Selon Lauck et Sydenstricker, dont les évêques invoquent le témoignage, « les quatre-cinquièmes des chefs de famille gagnaient moins de huit cents dollars (avant la guerre), tandis que les deux-tiers des femmes travaillant à gages ne faisaient pas quatre cents dollars ». Quoi qu'il en soit de ces proportions, que nous ne pouvons pas vérifier, il demeure certain, pour quiconque a analysé les budgets ouvriers d'avant-guerre, que le salaire de bon nombre d'ouvriers, encore que suffisant pour leur permettre d'exister, était loin de leur apporter toutes les satisfactions. L'alimentation, le vêtement et le logement exigeaient une très large part du revenu: il ne restait souvent rien pour assurer un intelligent loisir, sinon même pour parer à

1. Cf. La déclaration de la Fédération américaine du travail, BLOOMFIELD, *op. cit.*, p. 361.

des nécessités aussi importantes que la simple nourriture.

Depuis la guerre, la situation s'est modifiée: les ouvriers ont touché davantage. En principe, pensent les évêques, il serait de saine économie de maintenir la plupart des salaires au point où la guerre les a portés, même si le prix des choses devait diminuer. L'énoncé paraîtra hardi aujourd'hui que l'on s'apprête, pour amoindrir les effets de la crise qui s'amorce, à fermer les usines et à couper les salaires. N'allons pas trop vite. Répétons d'abord que la question sociale est, largement, une question de bénéfice et que l'ouvrier ne doit pas porter seul le poids de sa solution. Observons encore que le salaire n'est pas, autant qu'on veut le faire croire, un élément de cherté; qu'il doit être élevé si l'on veut exiger du travail plein rendement; que l'intervention du machinisme, l'organisation méthodique de l'usine, l'invention et la recherche scientifique peuvent donner un essor nouveau à la production et laisser à l'ouvrier une part assez considérable, un revenu qui agira, par les consommations individuelles, sur la prospérité générale. Que dire surtout du travail intellectuel, victime de la guerre? La question sociale s'est déplacée au cours des hostilités. Le professionnel, le technicien souvent, l'employé de commerce, le rentier ont connu la misère. Et pourtant, où en serait la plus orgueilleuse production sans l'intelligence? Est-ce la matière inerte qui nous a donné le progrès?

Enfin, où serait le mal si l'ouvrier, et tous les travailleurs avec lui, recevaient un peu plus que la stricte justice enfermée dans un salaire consenti? Vivre, qu'est-ce que contient ce mot? Est-ce seulement exister? La pensée de Gounod: « Ne confondez jamais l'existence avec la vie » n'a-t-elle pas un sens profond, ne trouve-t-elle

pas une application heureuse en ce point même? Recevoir de quoi exister, est-ce toujours, comme s'expriment les évêques, « pleine mesure de justice »? N'est-ce pas plutôt, comme disent encore tous les théoriciens du catholicisme social, « un minimum de justice »? Croit-on que tout soit bien quand l'ouvrier a sué sa tâche et mangé son pain? N'y a-t-il pas place pour le repos et le loisir, un repos physique et moral, un loisir occupé par l'art? ¹ A quoi serviraient les savantes économies du monde sans cette ultime réalisation, vers laquelle il faut tendre, où l'âme et l'esprit trouveront les vraies satisfactions de l'être humain? Que celui qui a respiré l'atmosphère de la fabrique, et observé l'effort qu'impose la division du travail, réponde. L'industrie et l'ouvrier ont droit à la vie: voilà la conciliation nécessaire, que l'avenir rendra possible.

V. *Les assurances sociales.*² — L'assurance constitue une de ces nécessités secondes auxquelles le salaire normal devrait suffire. Les évêques n'acceptent l'assurance d'État que comme « un moindre mal », moyen de transition vers un régime de liberté. L'assurance sociale (maladie, vieillesse, invalidité, chômage) doit exister; mais, ainsi qu'il est de pratique établie en matière d'assurance-accidents, c'est l'industrie qui y pourvoira. L'aide de l'État ne sera qu'une mesure provisoire et, d'ailleurs, peu considérable. L'ouvrier qui reçoit un salaire tout juste suffisant pour faire vivre sa famille ne saurait être tenu de prélever sur son budget une contribution aux fonds d'assurance. L'idéal serait que le travailleur, de son plein gré et sans rien qui attente

1. Cf. L'admirable leçon d'ouverture donnée à la Semaine sociale de Caen, par M. Eugène Duthoit (*Documentation catholique* du 30 octobre 1920, p. 322).

2. Cf. La déclaration de la Fédération américaine du travail, BLOOMFIELD, *op. cit.*, pp. 355 et 361.

à sa dignité, put tirer de son labeur une rémunération suffisante « à tous ses besoins, à toutes les exigences de sa vie présente et à venir ». En attendant, les cliniques — gratuites seulement pour les plus pauvres — et l'inspection médicale des écoles allégeront les maux qui s'abattent sur ceux que la fortune ignore; et la construction de *logements ouvriers*,¹ déjà poursuivie dans onze villes par l'État américain qui distribua à cette fin quarante millions, sera continuée sans tarder pour écarter des centres surpeuplés les dangers les plus graves qu'une société puisse redouter.

VI. *La coopération et la participation*. — La coopération et la participation — dans toutes les acceptions de ce mot — aideront l'ouvrier à se constituer un revenu plus souple et plus large.

Pour réduire le coût de la vie et augmenter le salaire réel, les évêques conseillent de développer la coopération de consommation, la grosse réussite de l'Angleterre et de l'Écosse étendue récemment à tout l'Empire. Ils y voient, outre un profit, une école — trop peu fréquentée de ce côté de l'Atlantique — où le peuple acquerra, avec la connaissance des affaires, l'esprit des sacrifices nécessaires et le souci du devoir social.²

La participation sous toutes ses formes tend plutôt à ajouter au salaire: qu'elle soit un partage des bénéfices, opération qui n'est pas toujours facile ni fructueuse, ou qu'elle fasse de l'ouvrier un associé par l'actionnariat. Ces deux manifestations économiques, encore que ré-

1. Cf. La déclaration de la Fédération américaine du travail, BLOOMFIELD, *op. cit.*, p. 364.

2. Cf. *Ibid.*, p. 357.

centes, ne sont qu'un début. Nous assistons à une participation plus entière, non plus seulement bornée à la répartition des richesses mais poussée jusqu'à la surveillance, sinon même jusqu'à la direction des entreprises. Est-ce la fin? Verrons-nous demain le salariat disparaître? Nous ne le croyons pas. Mais les évêques nous avertissent que cette disparition ne signifierait pas nécessairement la main mise de l'État sur les instruments de production. Dieu les entende!

CONCLUSION

Un paragraphe, que les traducteurs français ont omis, résume l'ensemble du programme des évêques américains et révèle son unité. Le régime actuel de l'Économie mondiale manifeste trois vices fondamentaux: *a*) une perte marquée dans le double domaine de la production et de la circulation des richesses; *b*) une insuffisance de revenu pour le plus grand nombre des travailleurs; *c*) une exagération du bénéfice — *unnecessary large* — touché par une minorité de capitalistes privilégiés. Toutes les réformes réclamées par les évêques visent à détruire ces inharmonies. La coopération, l'actionnariat, la participation de l'ouvrier à la conduite des entreprises diminueront les pertes et rétabliront l'efficacité du travail. Le salaire familial, permettant d'exister et de vivre, apportera à l'ouvrier, avec l'assurance du bien-être et du loisir, la satisfaction de la justice plus largement obéie. La réglementation des monopoles et l'impôt,¹ sinon la volonté mieux éclairée des capitalistes, borneront les profits étendus sans raison.

Ce programme est un beau témoignage. Il a été formulé dans un moment d'exceptionnelle gravité. Il est bref et décisif; car, pour faire œuvre pratique, les auteurs ont coupé au plus court vers des solutions. D'aucuns eussent désiré un peu plus de doctrine: et l'on nous a même reproché de n'en avoir pas fait à la place des évêques. Sans doute eut-il été excellent que l'on insistât sur l'interdépendance des forces productives, sur

1. Cf. *Théologie et vie chère: la morale commerciale*, dans la *Documentation catholique* du 20 mars 1920, p. 403.

le droit d'association et le fait de grève, sur le contrat collectif. Cependant, ceux qui ont lu et médité ce document — avantage appréciable qu'ils ont sur les autres — n'ont pas tardé à se rendre compte, à l'analyse, que les évêques ont touché à tout, d'un mot souvent, d'un paragraphe parfois, mais à tout. C'est leur volonté d'être acceptés immédiatement par l'opinion qui les a guidés. Et puis, l'Encyclique *Rerum novarum* — dont ils ne citent qu'un passage, qui sert à articuler leur programme au grand énoncé doctrinal de Léon XIII — leur tient lieu d'admirable préface.

C'est même ce qui nous intéresse davantage que ces vérités d'ordre pratique, tranchées dans le sens de la tradition et en vue de la réalité de l'heure. Il y a là une préoccupation d'appliquer les principes qui devient de plus en plus nécessaire, et que l'on ne retrouve pas partout. Vérités qui ne sont pas neuves, si des sociologues les ont formulées déjà; mais que l'on se réjouit de voir passer dans une affirmation dégagée désormais des incertitudes de la controverse, des discussions purement spéculatives, et revêtue. — c'est un point essentiel — d'une incontestable autorité. Le public américain ne s'y est pas trompé, qui a sitôt compris la portée singulière de l'enseignement des évêques ainsi placé à côté de celui des groupements sociaux avancés. Nous l'avons rappelé: la *Nation* y découvre même la plus forte pensée qui se soit exprimée de nos jours sur la question sociale. La phrase est bien américaine et ne vise que les États-Unis, mais elle est quand même significative.

D'un autre côté, comme la même revue affirme qu'un socialiste serait satisfait de la déclaration signée par l'épiscopat américain, il y a lieu de se demander, avec ceux qui ont exprimé des craintes, à ce sujet, si le programme n'est pas trop étatiste. Il veut ne pas l'être,

même dans les termes; et on y rencontre une vive insistance pour qu'il ne le soit pas. Il se borne à un interventionnisme prudent, même soupçonneux. Les évêques mettent de côté la nationalisation et proclament la propriété; s'ils vont jusqu'à l'assurance d'État, c'est à leur cœur défendant; ils rejettent le monopole officiel de l'instruction; s'ils prennent une ligne pour dire leur opinion sur le socialisme, c'est afin d'affirmer qu'il sera l'étouffement par la bureaucratie; ils croient à la survivance du salariat; même en matière économique, ils veulent que le Gouvernement renonce à ses formules de guerre.

Ce programme est vigoureux. Il pousse jusqu'au bout la logique du principe moral, qu'il applique à l'ensemble de l'économie. C'est, à nos yeux, son plus grand mérite. Il exige que l'on superpose aux lois de l'économie naturelle les lois d'humanité: justice dans la répartition des biens par le salaire familial; justice dans la circulation par la conscience exigée de l'échangeur;¹ justice dans la production, par un partage équitable des responsabilités; justice dans la consommation par l'action régulatrice des impôts; proclamation de la valeur de l'être humain; affirmation du rôle final de la richesse, confiée pour le bien à celui qui l'accumule; acceptation d'une saine et légitime liberté.

On le trouvera idéal: il n'est peut-être que lointain. Il ne prend pas demain le chemin de l'usine, et les évêques n'y ont pas compté. C'est peu à peu qu'il s'appliquera, idée par idée. Attendons, et gardons-le en cerveau. La journée de huit heures remonte à Philippe II d'Espagne, elle fut reconnue en Australie en 1856, elle ne s'est généralisée qu'en 1919. Le saint-simonisme

1. Cf. La déclaration de la Fédération américaine du travail, BLOOMFIELD, *op. cit.*, p. 362.

économique, rêve de 1818, est devenu pour une bonne part réalité. Combien d'années le comte de Mun a-t-il énoncé les vérités que les lois de son pays ont fini par sanctionner? Le programme des Chevaliers du travail de 1888 a dû paraître à notre population bien osé, peut-être même révolutionnaire: il est passé dans nos habitudes, nous le vivons aujourd'hui.

Les évêques ont voulu, dans une minute d'angoisse où savoir était le premier des biens, nous affermir; nous dire la réponse à faire à ceux qui nous interrogent et qui se targuent de n'être pas de purs théoriciens; nous tracer la limite jusqu'où notre sécurité peut demeurer; nous permettre de parler haut à côté de ceux qui ont renoncé à toute hésitation; nous préparer pour les luttes à venir en nous confiant une arme de bon combat et la certitude d'une doctrine.